

Convention collective régionale

IDCC : 1315. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES, ET CONNEXES
DE LA HAUTE-MARNE ET DE LA MEUSE**

(1^{er} octobre 1984)

(Etendue par arrêté du 27 juin 1985,
Journal officiel du 5 juillet 1985)

AVENANT DU 26 AVRIL 2005

RELATIF À LA NOUVELLE RÉDACTION DE L'ARTICLE 225

« CONGÉS EXCEPTIONNELS POUR ÉVÉNEMENTS FAMILIAUX »

NOR : ASET0550839M

IDCC : 1315

Entre :

La chambre syndicale des industries métallurgiques, mécaniques et
connexes de la Haute-Marne et de la Meuse, comité des industries métallur-
giques et connexes,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

La CFTC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 225 de la convention collective de travail des industries métallur-
giques et connexes de la Haute-Marne et de la Meuse est modifié.

Ancienne rédaction de l'article 225 de l'avenant Mensuels

Article 225

Congés exceptionnels pour événements familiaux

A l'occasion des événements familiaux énumérés ci-après, il sera accordé
aux mensuels, sur justification, une autorisation d'absence de la durée sui-
vante :

- mariage du salarié : 5 jours ;
- remariage du salarié : 5 jours ;
- mariage d'un enfant : 1 jour ;

- décès du conjoint : 3 jours ;
- décès d'un enfant : 3 jours ;
- décès du père, de la mère : 3 jours ;
- décès du beau-père, de la belle-mère : 2 jours ;
- décès d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, du gendre, de la bru, des grands-parents, des petits-enfants : 1 jour.

Ces jours de congé doivent être effectivement et obligatoirement pris dans une période de 15 jours travaillés entourant l'événement et ne pourront en aucun cas être remplacés par une indemnité.

Si un salarié se marie ou se remarie pendant sa période de congé annuel payé, il bénéficiera néanmoins du congé exceptionnel prévu ci-dessus. Les autres événements familiaux survenant pendant la période de congés payés n'ouvriront pas droit à une autorisation d'absence.

Ces jours de congé n'entraînent aucune réduction de rémunération. Dans le cas de travail au rendement, le salaire à prendre en considération sera calculé sur la base de la moyenne horaire des 2 dernières périodes de paie.

Pour la détermination de la durée du congé annuel, ces jours de congés exceptionnels seront assimilés à des jours de travail effectif.

Les dispositions de l'article 225 de l'avenant Mensuels sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

Nouvelle rédaction de l'article 225 de l'avenant Mensuels

Article 225

Congés exceptionnels pour événements familiaux

A l'occasion des événements familiaux énumérés ci-après, il sera accordé aux mensuels, sur justification, une autorisation d'absence de la durée suivante :

- mariage du salarié : 5 jours ;
- remariage du salarié : 5 jours ;
- mariage d'un enfant : 1 jour ;
- décès du conjoint : 3 jours ;
- décès du partenaire du salarié lié par un pacte civil de solidarité : 3 jours ;
- décès d'un enfant : 3 jours ;
- décès du père, de la mère : 3 jours ;
- décès du beau-père, de la belle-mère : 2 jours ;
- décès d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, du gendre, de la bru, des grands-parents, des petits-enfants : 1 jour.

Ces jours de congé doivent être effectivement et obligatoirement pris dans une période de 15 jours travaillés entourant l'événement et ne pourront en aucun cas être remplacés par une indemnité.

Si un salarié se marie ou se remarie pendant sa période de congé annuel payé, il bénéficiera néanmoins du congé exceptionnel prévu ci-dessus. Les autres événements familiaux survenant pendant la période de congés payés n'ouvriront pas droit à une autorisation d'absence.

Ces jours de congé n'entraînent aucune réduction de rémunération. Dans le cas de travail au rendement, le salaire à prendre en considération sera calculé sur la base de la moyenne horaire des 2 dernières périodes de paie.

Pour la détermination de la durée du congé annuel, ces jours de congés exceptionnels seront assimilés à des jours de travail effectif.

Article 2

En application de l'article L. 132-2-2 du code du travail, la partie la plus diligente notifiera à l'ensemble des organisations représentatives le texte de cet accord à l'issue de la procédure de signature.

Le présent accord, établi conformément à l'article L. 132-10 du code du travail, est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt aux directions départementales du travail de la Haute-Marne et de la Meuse.

Fait à Saint-Dizier, le 26 avril 2005.

(Suivent les signatures.)